

# Agbeyome: la levée de son immunité en instance, le CAR exige une solution politique



A l'Assemblée nationale, la commission spéciale pour la levée de l'immunité d'Agbéyomé Messan Kodjo n'a pas encore rendu son rapport à la conférence des présidents. Mais tous les acteurs craignent un aboutissement de la procédure. Au Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) on accuse le pouvoir de vouloir incarcérer le patron du Mouvement Patriotique pour la Démocratie et le Développement (MPDD) pour des faits politiques. Le parti propose que des solutions appropriées soient trouvées pour une sortie de « crise ».

Tous les regards sont tournés vers l'assemblée nationale togolaise où une procédure de levée de l'immunité parlementaire d'Agbéyomé Messan Kodjo est en cours. Vendredi, une séance était prévue et plusieurs avaient fait le lien avec ladite procédure. Mais aux dernières nouvelles, la séance était prévue pour le vote de la loi sur le nucléaire. Il nous revient par ailleurs qu'en ce qui concerne l'immunité parlementaire, la Commission spéciale mise en place n'a pas encore rendu son rapport à la conférence des présidents. Donc logiquement, aucune séance n'est encore prévue pour cette affaire, signale l'Assemblée nationale à [Togobreakingnews.info](http://Togobreakingnews.info).

Les autorités togolaises accusent le candidat de la Dynamique

Mgr Kpodzro d'atteinte à la sûreté de l'Etat, d'usage des insignes de l'Etat, de nominations illégales et des affirmations calomnieuses. Des chefs d'accusation que rejette le député de Yoto évoquant des faits politiques qui ne sauraient amener ses collègues députés à l'envoyer en prison.

{loadmoduleid 210}

*« Je fais confiance aux députés, à leur sagesse...Je répète les problèmes politiques ne peuvent pas amener les vainqueurs supposés à envoyer les perdants supposés en prison », a déclaré le candidat porté par la Dynamique Mgr Kpodzro à l'élection présidentielle de février 2020.*

**« ... la solution est essentiellement politique »**

En phase avec l'ancien Premier ministre qui conteste les résultats officiels de l'élection, le Comité d'action pour le renouveau (CAR) s'étonne de l'entreprise du pouvoir de Lomé visant à emprisonner un protagoniste de la présidentielle pour des actes politiques.

*« Il est inadmissible que pour des motifs tirés des propos et actes de campagne de l'un des protagonistes du scrutin (présidentiel du 22 février 2020, NDLR), l'honorable Gabriel Kodjo, sa maison soit séquestrée par les forces de sécurité et qu'une procédure soit enclenchée afin de lever son immunité parlementaire avec l'intention manifeste de le faire incarcérer après une parodie de procès », dénonce le CAR.*

Pour le parti de Me Yawovi Agboyibo, le Togo s'enlise dans un drame politique, consécutif aux conditions de déroulement et des résultats de l'élection présidentielle du 22 février. Il faut à cet effet des solutions politiques, soutient le CAR.

*« Considérant que la solution est essentiellement politique, le CAR propose que des solutions appropriées soient prises afin d'y trouver une solution politique », a-t-il lancé.*

La crise post-électorale que vit le Togo actuellement repose sur la contestation des résultats du scrutin par des candidats des partis politiques de l'opposition. Alors que le candidat de la dynamique Mgr Kpodzro, Agbéyomé Messan Kodjo rejette les chiffres publiés par la Cour constitutionnelle et s'autoproclame vainqueur, l'Alliance nationale pour le changement (ANC) demande l'annulation du scrutin qu'elle qualifie de farfelu. Aimé Gogue, candidat d'Addi de son côté exige l'audit des encres pour s'assurer de la vérité des urnes.

{loadmoduleid 212}